



## L'école catholique au diocèse de Katiola

jeudi 4 avril 2013, par [Jérôme Fleck](#)

La Côte d'Ivoire fut confiée aux Missions Africaines pour l'évangélisation vers la fin du XIXe s. A part quelques comptoirs le long de la côte, la région n'avait pas été touchée par la culture européenne. Au début du XXe s., les missionnaires montèrent vers le nord du pays [1]. La Province de Strasbourg fut chargée de ce vaste territoire en 1927. Tout était à faire. Les chefs offraient bien une case aux nouveaux arrivés, mais bien vite des locaux plus spacieux furent indispensables. Nos premières missions s'installèrent le plus souvent près d'un bas-fond pour avoir de l'eau et faire du jardinage. Dès que l'endroit favorable était trouvé, on réalisait une case d'habitation et un espace plus vaste servant de chapelle et d'école [2].



### La construction d'écoles

L'enseignement se faisait parfois à l'ombre d'un manguier. Dans les années 1930, Mgr Durrheimer, alors directeur des écoles de la Préfecture Apostolique de Katiola, fit construire plusieurs salles de réunion dans les stations secondaires : « *Ces salles servaient d'écoles, avec un programme de l'école primaire... Le gros problème était chaque fois la fabrication de briques de terre et le ramassage de la paille pour la toiture. Certains chefs, opposés à toute évolution, retardaient l'exécution de ces travaux collectifs. Il fallait souvent intervenir pour activer ces travaux. Quand un village ou une communauté chrétienne demandait une école, le jour fixé, j'y allais pour tracer les fondations. Je disposais d'une équipe de maçons (catéchistes ou autres, tous bénévoles). En trois jours, ils allaient élever les murs. Moi-même, je rentrais après les débuts des travaux... [3] »*

Il fallait équiper ces salles avec de maigres moyens : les bancs étaient réalisés par la menuiserie de la mission, un contre-plaqué peint en noir servait de tableau. Les confrères rapportaient de leurs congés du petit matériel pédagogique : cartes, règles, équerres, globes... Mais les enseignants durent souvent se

contenter du strict minimum, un tableau noir et de la craie. L'entretien des bâtiments sous les tropiques est bien plus ardu que dans nos régions tempérées. Pendant les grandes vacances, on réparait les bancs et les tables car les termites s'attaquent à tout ce qui est en bois. Les tornades endommageaient les toitures. Pour ne pas retarder le travail scolaire, il fallait rapidement entreprendre une réparation coûteuse. Nous n'étions pas couverts pour ces sinistres et les parents d'élèves n'avaient pas les moyens d'intervenir, d'autant plus que les tornades faisaient également des dégâts dans les villages. Ce sont les bienfaiteurs d'Europe qui nous ont tirés d'embarras.



### **Le recrutement des élèves**

Il fallut du temps pour que la population reconnaisse l'utilité de l'école. Au début, les missionnaires demandaient de jeunes garçons aux chefs de villages, qui préféraient envoyer les enfants de leurs subordonnés plutôt que les leurs. Beaucoup de jeunes restaient dans les campements de culture. Ce n'est qu'après la guerre de 39-45, lorsque l'état civil se généralisa, que les maîtres purent relever le nom des enfants en âge de fréquenter l'école d'après les listes de l'administration.

Dans les villages, nos écoles étaient toutes mixtes, mais très peu de fillettes y étaient inscrites. Trop précieuses pour les tâches ménagères, elles n'avaient pas le temps d'aller à l'école, et plus d'un père jugeait que les scolariser était une dépense inutile. Leur éducation dans le diocèse ne commença vraiment qu'à l'arrivée des religieuses. Elles ouvrirent cinq écoles pour filles, mais eurent beaucoup de peine à remplir leurs classes. En plus des matières scolaires, les sœurs veillaient à former des femmes bien éduquées. A la longue, le travail des religieuses fut apprécié, et quand le gouvernement voulut étendre la mixité partout, les parents d'élèves sollicitèrent le maintien de nos écoles de filles.

Au début, aucune tenue n'était imposée aux élèves. Beaucoup venaient pauvrement vêtus, presque en haillons. Peu après l'indépendance, le gouvernement ordonna une tenue kaki pour les garçons et une robe à carreaux bleue ou brune pour les filles. Les élèves avaient fière allure lors des rassemblements et des défilés. Dès qu'un officiel arrivait, ils étaient aux premières loges, bien alignés, quelquefois pendant des heures.

---

### **Les enseignants**

Nos premiers enseignants furent les missionnaires et presque tous ont enseigné à des élèves de tout âge. Chacun faisait son programme, en insistant sur la lecture, l'écriture et le calcul. Le travail manuel était en honneur [4]. Dès son arrivée, l'administration chercha à contrôler nos écoles en imposant un programme et en vérifiant le niveau des enseignants. Les Pères durent alors constituer des dossiers pour obtenir l'ouverture des écoles et pouvoir enseigner. On ne voyait pas d'un bon œil le développement de l'enseignement privé et certains inspecteurs coloniaux, imbus d'une stricte laïcité, l'ont durement fait sentir à la Préfecture Apostolique.



La formation d'enseignants locaux fut un souci constant. Les missionnaires s'efforcèrent de trouver des moniteurs sur place. Les élèves les plus doués furent préparés à passer le certificat et on leur confiait une classe dès qu'ils l'avaient obtenu. Ils débutaient avec le grade de moniteur adjoint ; au bout de deux ans, ils pouvaient passer le monitorat, qui leur assurait la sécurité de l'emploi [5]. A l'approche de l'indépendance, on multiplia les écoles, tant publiques que privées. Le manque d'enseignants fut temporairement comblé par de nouveaux ordres religieux, et surtout par les coopérants. Notre évêque fit venir deux congrégations spécialisées dans l'enseignement : les clercs de St Viateur ouvrirent un collège d'enseignement général et les pères de Betharram formèrent les enseignants dans un cours normal. Ce dernier établissement a formé plusieurs promotions pour tenir nos écoles. Le diocèse donnait une bourse à ces élèves, qui signaient en retour un contrat quinquennal. Ils étaient appréciés pour leur sérieux et plusieurs progressèrent jusqu'à devenir conseillers pédagogiques et même inspecteurs.



### **Les difficultés**

Nos écoles fonctionnaient avec les contributions des parents d'élèves et les subventions du gouvernement, qui couvraient environ 80% du salaire des maîtres mais nous parvenaient souvent en retard. Les 20% restant étaient à la charge de la direction. Dans le primaire, nous avons connu d'autres difficultés. Les écoles de village avaient beaucoup de mal à recruter car l'absentéisme était fort à la saison des cultures. Il fallait d'autre part renouveler fréquemment les enseignants qui, le contrat de 5 ans achevé, s'orientaient vers le public où ils trouvaient aisément un poste mieux rémunéré. Les brevetés burkinabés nous ont alors rendu de grands services : ils venaient en grand nombre en Côte d'Ivoire, se présentaient aux mêmes examens pédagogiques et avaient une plus grande stabilité.

Après l'indépendance, le gouvernement devint plus exigeant pour délivrer l'autorisation d'enseigner. On réclama le brevet, ou au moins le niveau 3e. La direction diocésaine dut organiser des stages de formation et procurer des documents de pédagogie. Une liste d'auteurs africains fut mise au programme des examens pédagogiques. En l'absence d'une véritable librairie dans le nord du pays, il fallut ouvrir une petite bibliothèque qui prit peu à peu de l'importance et permit aux enseignants de se cultiver.

### **L'enseignement secondaire et télévisuel**

Vers la fin des années 1950, l'Eglise fit de gros efforts pour développer l'enseignement secondaire : dans

tout le nord du pays, le seul établissement de ce niveau était le Petit Séminaire de Katiola. On fonda plusieurs collèges, qui acquirent rapidement une bonne renommée. Le diocèse de Katiola construisit un beau bâtiment pour le petit séminaire et un cours normal de garçons [6] ; le collège de filles s'installa à Korhogo. Ces trois établissements furent confiés à des congrégations religieuses. Le cours normal fut ensuite transformé en collège sous le nom de Charles Lwanga et s'agrandit. Quant au collège de filles, plus modeste, il obtint pourtant d'excellents résultats. Les parents s'imposaient souvent de lourds sacrifices financiers pour confier leurs filles aux sœurs.



Un mot encore sur l'enseignement télévisuel, que l'UNESCO lança en Côte d'Ivoire dans les années 1990. L'entreprise était hasardeuse, car de vastes régions n'étaient pas encore électrifiées. Le pays bénéficia d'un investissement lourd pour la construction d'une station de production des émissions, l'achat de téléviseurs pour les écoles publiques et la formation des enseignants. L'expérience ne fut toutefois pas maintenue longtemps et se termina par un immense gâchis.

---

## Notes

[1] Ils s'installèrent à Korhogo en 1904 et à Katiola en 1907.

[2] Parfois, la présence des missionnaires n'était pas désirée. Ainsi, un village très bien situé les contraignit à occuper un endroit moins propice. Cette mission s'est pourtant développée et a attiré toute l'administration.

[3] Propos de Mgr Durrheimer.

[4] La culture d'un potager et d'un champ était indispensable : il fallait nourrir les enfants à midi car certains venaient de villages éloignés.

[5] Cet examen comportait une épreuve de pédagogie et un cours devant une commission.

[6] Dans les dernières années de sa présence, vers 1956-60, la France accentua ses efforts pour l'enseignement. La mission toucha elle aussi des subventions pour la construction de belles écoles en dur.